



Mission régionale d'autorité environnementale

Pays-de-la-Loire

**Décision de la Mission régionale
d'autorité environnementale des Pays-de-la-Loire
après examen au cas par cas
Révision du zonage d'assainissement des eaux usées (ZAEU)
de la commune de DUNEAU (72)**

n°MRAe 2018-3369

Décision relative à une demande d'examen au cas par cas en application de l'article R.122-17-II du code de l'environnement

La présidente de la Mission régionale d'autorité environnementale,

- Vu** la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 du Parlement européen et du Conseil relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;
- Vu** le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-4, R.122-17 et R.122-18 ;
- Vu** l'arrêté du 12 mai 2016 modifié portant nomination des membres des missions régionales d'autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable (MRAe) ;
- Vu** la demande d'examen au cas par cas relative à la révision du zonage d'assainissement des eaux usées de la commune de Duneau, déposée par la commune de Duneau, reçue le 20 juillet 2018 ;
- Vu** la consultation de l'agence régionale de santé du 20 juillet 2018 et sa réponse du 24 juillet 2018 ;
- Vu** la décision de la MRAe des Pays-de-la-Loire du 28 juin 2016 portant exercice de la délégation prévue à l'article 17 du décret n°2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable ;
- Vu** la consultation des membres de la mission d'autorité environnementale des Pays-de-la-Loire faite par sa présidente le 5 septembre 2018 ;

Considérant que la révision du zonage d'assainissement des eaux usées de Duneau, relevant de l'article R. 122-17 II du code de l'environnement, doit faire l'objet d'un examen préalable au cas par cas dans les conditions prévues à l'article R. 122-18 du même code ;

Considérant qu'elle est menée en parallèle de l'élaboration en cours du plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) de l'Huisne Sarthoise ;

Considérant que la commune de Duneau se compose d'un bourg au nord-ouest, d'un secteur urbanisé à l'ouest en limite communale de Connerré, ainsi que d'habitat diffus ;

Considérant que l'objectif de la révision du zonage d'assainissement des eaux usées est d'étendre son périmètre de 26,8 hectares en vue d'y intégrer des secteurs urbanisés non inclus dans le précédent zonage ainsi que des zones d'urbanisation futures ;

Considérant que le dossier de demande d'examen au cas par cas de cette révision présente des incohérences en particulier dans les données relatives à la station d'épuration de Connerré à laquelle est relié le réseau de Duneau ; qu'en effet, le dossier mentionne d'abord une capacité nominale de 26 000 équivalents-habitants (EH), et par la suite une capacité nominale de 35 000 EH ; que par ailleurs il est indiqué que la charge polluante collectée atteint en pointe 34 170 EH ; que ces données ne sont pas cohérentes avec celles disponibles sur le portail d'information sur l'assainissement communal du Ministère de la Transition écologique et solidaire ; que ces différentes informations conduisent, dans tous les cas, à s'interroger sur les capacités réelles de la station à accueillir de nouveaux flux ;

Considérant que la commune compte environ 121 installations d'assainissement non-collectif, que les résultats des 73 contrôles effectués montrent un taux élevé d'installations non-conformes (41 %) voire non-acceptables (30 %) (système source de pollution pour le milieu récepteur) ;

Considérant que bien que le dossier précise que le raccordement à l'assainissement collectif de certains secteurs permettra de réduire la pollution diffuse actuelle des dispositifs non-conformes, le dossier n'identifie pas ces secteurs et ne précise pas, par ailleurs, si des procédures d'incitation des particuliers à la remise en conformité des filières non acceptables sont en cours ;

Considérant que la commune est concernée par la présence d'un captage d'alimentation en eau potable et ses périmètres de protection rapproché et éloigné, ainsi que par une zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique de type 2 (Vallée de L'Huisne de Connerré à Sceau-sur-Huisne) dont les contours, au droit de Duneau, sont proches de ceux de la zone inondable identifiée au Plan de prévention du risque inondation de la Vallée de l'Huisne ; que le dossier n'apporte pas d'éléments de nature à considérer que ces espaces sensibles seront préservés de toute pollution ;

Considérant qu'au regard de l'ensemble des éléments fournis par la collectivité locale et des connaissances disponibles à ce stade, il ne peut être affirmé que la révision du zonage d'assainissement des eaux usées de Duneau n'est pas susceptible d'avoir une incidence notable sur l'environnement au titre de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 ;

DÉCIDE :

Article 1 : révision du zonage d'assainissement des eaux usées de la commune de Duneau est soumise à évaluation environnementale.

Article 2 : La présente décision, délivrée en application de l'article R.104-28 du Code de l'urbanisme, ne dispense pas des autorisations administratives et/ou des procédures de consultation auxquelles les projets permis par le document d'urbanisme peuvent être soumis.

Article 3 : En application de l'article R.104-28 du Code de l'urbanisme, la présente décision sera jointe au dossier d'enquête publique.

Article 4 : La présente décision sera publiée sur le site internet de la MRAe et de la DREAL des Pays-de-la-Loire.

Fait à Nantes, le 19 septembre 2018

La présidente de la MRAe des Pays-de-la-Loire



Fabienne ALLAG-DHUISME

Voies et délais de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.

Lorsqu'elle soumet un plan ou programme à évaluation environnementale, la présente décision peut également faire l'objet d'un recours contentieux formé dans les mêmes conditions. Sous peine d'irrecevabilité de ce recours, un recours administratif préalable est obligatoire (RAPO) conformément aux dispositions du IV de l'article R.122-18 du code de l'environnement.

Le recours gracieux ou le RAPO doit être adressé à :

Madame la Présidente de la MRAe
DREAL des Pays-de-la-Loire
SCTE/DEE
5, rue Françoise GIROUD
CS 16326
44263 NANTES Cedex 2

(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Le recours contentieux à l'encontre d'une décision de soumission à évaluation environnementale doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du RAPO.
Il doit être adressé à :

Monsieur le Président du Tribunal administratif de Nantes
6, allée de l'Île Gloriette
B.P. 24111
44041 NANTES Cedex

Le recours hiérarchique est formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai de recours contentieux ;
Il est adressé à :

Monsieur le Ministre de la transition écologique et solidaire
Ministère de la transition écologique et solidaire
92055 PARIS-LA-DÉFENSE Cedex